République Française — Département de Loir-et-Cher — Circonscription de Blois



Elections législatives du 23 Novembre 1958

Robert LEVASSEUR

Cheminot - Responsable Syndical

Candidat du

Parti Communiste Français

ELECTRICES, ELECTEURS,

Le 23 novembre prochain vous êtes appelés à voter pour élire un député. En effet ces élections ont lieu au scrutin d'arrondissement à deux tours, en vigueur à la fin de l'autre siècle, et caractérisé par Jaurès comme « un acte de défiance envers le suffrage universel ». Ce système électoral a pour but de réduire la représentation des travailleurs manuels et intellectuels de la ville et de la campagne, comme ce fut le cas dans les années d'avant-guerre.

JUGEZ SUR LES ACTES

Quatre candidats, représentants de partis politiques, se présentent à vos suffrages. Il faut les juger, eux et leurs partis, sur la base de leurs actes, c'est-à-dire d'après la politique qu'ils ont pratiquée au cours des dernières années.

Bruyneel représentant les « Indépendants » et l'association Burlot-Buhler représentant le « MRP » et les anciens « RPF » sont les tenants de la politique de droite menée de 1951 à 1956.

Leur politique fut le désastre de Dien Bien Phu en Indochine, l'humiliation de la France mise à la remorque des Etats-Unis, le réarmement de l'Allemagne revancharde de Bonn, la course aux armements génératrice d'impôts toujours plus lourds et de vie chère pour les masses travailleuses.

C'est cette politique qui a été condamnée le 2 janvier 1956 — M. Burlot en sait quelque chose —, la majorité des voix se portant sur les partis de gauche qui revendiquaient la paix en Algérie notamment.

Mais le parti de **M. Mounin** — la SFIO —, allié avec Chaban-Delmas des « Républicains Sociaux » dans le « Front Républicain », trahit ses promesses électorales et pratique, après le 6 février d'Alger, une politique de guerre et de répression en Algérie, en s'appuyant sur les partis de droite.

Et c'est cette politique, poursuivie par le gouvernement Gaillard, qui a mené au coup de force militaire et fasciste du 13 mai et à la situation actuelle.

Alors que le parti de LEVASSEUR — notre Parti Communiste Français — est le seul qui ne porte aucune responsabilité dans une politique qu'il n'a cessé de combattre.

RÉSULTATS DE LA POLITIQUE DES PARTIS REPRÉSENTÉS PAR BRUYNEEL, BURLOT-BUHLER, MOUNIN:

Le coût de la vie ne cesse d'augmenter. La crise économique menace. Réductions d'horaires et début de chômage frappent déjà les travailleurs, à Blois (Air Equipement, Bronzavia, Gaullier, Leroux, Rousset), à Mer, à Montrichard, etc.

En Algérie la guerre s'éternise. Déjà plusieurs jeunes soldats de Blois, Chissay-en-Touraine, Chitenay, Contres, etc., y sont tombés.

NÉCESSITÉ D'UN CHANGEMENT DE POLITIQUE

Le Parti Communiste Français considère que la domination des capitalistes est la cause profonde de la misère, du colonialisme et de la guerre et que la seule solution complète de ces problèmes, c'est le socialisme.

Cependant il est possible, dès maintenant, de réaliser une politique répondant aux exigences des travailleurs et de la nation.

Depuis dix ans, la production par ouvrier a augmenté de 40 %, apportant au grand patronat des profits fabuleux. Par exemple la Société Poulain à Blois avoue pour 1957 un bénéfice de 70 millions de francs, soit environ 87.500 francs par ouvrier, et ce bénéfice est en augmentation de 17 millions sur 1956, soit environ 32 % en un an.

Les patrons peuvent donc — et doivent — payer une augmentation des salaires.

Depuis dix ans, de l'Indochine à l'Algérie, les guerres coloniales ont ruiné le budget de la France et empêché tout progrès.

Par la négociation, la guerre en Algérie peut finir.

Treize ans après la Libération la reconstruction est loin du compte. A Blois les bâtiments reconstruits comportent trop peu de logements et la population a augmenté. On dénombre plusieurs centaines de demandes insatisfaites. Par ailleurs, les prix des loyers dans les nouveaux logements sont hors de portée des petites gens.

Dans notre département lors de la dernière rentrée scolaire il manquait 100 instituteurs. Des écoles sont surchargées et des projets d'agrandissement ou de construction sont arrêtés. Comparés à 1957, les crédits de constructions scolaires pour le Loir-et-Cher sont réduits de moitié.

Pour dresser un barrage efficace à l'avance des forces réactionnaires, pour réduire les effets d'un pouvoir dictatorial, pour défendre pied à pied les intérêts des petits contre les gros, il est nécessaire de voter en masse pour assurer la présence d'un groupe communiste important à l'Assemblée Nationale.

Les députés communistes s'appuieront constamment sur la volonté populaire exprimée par les organisations et groupements ouvriers et démocratiques.

Tout en poursuivant son action pour la révision démocratique de la Constitution par le peuple souverain, le Parti Communiste considère qu'il est possible de réaliser le :

Programme de Justice Sociale et de Salut National :

I. — **RELEVEMENT DU NIVEAU DE VIE DES MASSES POPULAIRES** par l'augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions et prestations familiales. Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, création d'une véritable assurance-chômage aux frais du patronat.

Indexation des prix agricoles. Maintien du privilège des bouilleurs de cru. Pas d'arrachage obligatoire de la vigne. Indemnités pour les paysans sinistrés, etc.

Aide à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise, menacés par les monopoles.

II. — **PAIX EN ALGERIE** par la négociation avec ceux contre qui la France se bat, et établir avec l'Algérie, comme avec tous les peuples coloniaux — y compris la Guinée — des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

III. — **POLITIQUE EXTERIEURE D'INDEPENDANCE FRANÇAISE ET DE PAIX** fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusion, l'arrêt des expériences atomiques et de la remilitarisation de l'Allemagne.

IV. — **REDUCTION MASSIVE DES DEPENSES MILITAIRES ET REFORME DEMOCRATIQUE DE L'IMPOT,** frappant le grand capital et les profiteurs de guerre, afin :

— de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique, à la recherche scientifique et à la culture les moyens nécessaires à la grandeur française,

— de donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.

V. — **GARANTIE DE L'AVENIR DE LA JEUNESSE** par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futurs ménages, la réduction du service militaire.

VI. — **RESTAURATION DE LA REPUBLIQUE ET CONSTRUCTION D'UNE DÉMOCRATIE RENOVEE :**

— par l'abrogation des ordonnances prises en violation de l'article 66 de la nouvelle Constitution ;

— par la défense et l'élargissement des liberté démocratiques : liberté d'opinion, libertés syndicales, libertés de la presse et de réunion ;

— par le contrôle du peuple sur ses élus ;

— par une large autonomie communale et départementale. Car il n'y a pas de grandeur française possible sans une véritable démocratie.

Pour la réalisation de ce programme, VOTEZ et faites VOTER pour

Robert LEVASSEUR

Cheminot - Responsable Syndical

Candidat du Parti Communiste Français

Remplaçant éventuel :

Cyrille SAMSON

Cultivateur - Conseiller Municipal - Ancien Maire de Thenay

APPEL

Avec la remise en vigueur de l'injuste scrutin d'arrondissement, ma candidature ne pouvait être présentée qu'aux suffrages d'une seule circonscription. Mais je fais appel à tous mes électeurs et électrices du 2 janvier 1956 et leur demande de reporter leur voix sur le nom de mon ami Robert Levasseur, candidat du Parti Communiste Français dans la circonscription de Blois.

Bernard PAUMIER,
Député de Loir-et-Cher.

P. S. — Le bulletin de vote doit être mis dans l'urne sans aucune rature, le fait de rayer un nom sur le bulletin de vote le frappe de nullité.

IMP. JOSNON ET FILS - BLOIS

Vu : le CANDIDAT.